

Avis adopté

Séance plénière du 12 mars 2024

Quelles transitions énergétiques pour les Outre-mer ?

Déclaration des groupes Outre-mer, Santé & citoyenneté et UNSA

Les Outre-mer ne sont pas seulement des territoires divers qui regorgent d'atouts naturels, ils sont surtout riches de leur capacité à relever des défis en dépit d'adversité. Ils portent la résilience comme étendard.

L'extraordinaire complexité des problèmes de climat, de démographie et de développement socio-économique constitue à la fois des cadres de réflexion et d'expérimentation de choix.

Mais en l'espèce, l'ensemble des Outre-mer a depuis longtemps dépassé l'étape des réflexions puisque l'équation était simple mais non moins ardue à résoudre :

- Comment répondre à l'ambitieux défi d'autonomie énergétique lorsque des territoires essentiellement insulaires non interconnectés où l'accroissement du niveau de vie de la population et celui du développement de l'appareil productif vous obligent à recourir aux énergies fossiles nonobstant un coût d'approvisionnement en électricité supérieur à l'Hexagone ?

Ces territoires y œuvrent depuis maintenant plus de 15 ans. Dès le Grenelle de l'environnement puis par la loi Transition énergétique pour la croissance verte, ils se sont engagés dans une « course contre la montre » pour répondre aux objectifs de parvenir à l'autonomie énergétique à l'horizon 2030.

Ces efforts ne sont pas vains et montrent des résultats très encourageants. En effet, depuis 2015, la quasi-totalité des Départements et Régions d'Outre-mer affiche une part croissante d'énergie renouvelable dans leur mix électrique.

Certains territoires avoisinent même les 70%.

Cependant, malgré un volontarisme sur le plan technique, économique et social, il reste, néanmoins beaucoup à faire sur le plan opérationnel.

La seule recherche de diversification et d'exploitation d'énergie alternatives ne peut permettre à elle seule d'atteindre les objectifs législatifs.

Bien qu'un débat existe entre ceux comme les députés qui considèrent que la transition « peut raisonnablement être atteignable d'ici 2030 » et l'ADEME qui vise plutôt l'échéance de 2035, nous pouvons sans nul doute être optimiste quant à cette marche vers l'autonomie.

Néanmoins, le franchissement de cette ultime étape appelle non seulement à créer les conditions d'une indépendance énergétique mais surtout d'engager collectivement une réflexion sur les contraintes à lever.

Car la part du fossile est toujours autant importante dans la production et consommation d'énergie dans certains territoires.

Le second enjeu porte sur les problématiques de mobilité tout autant que celui de la rénovation énergétique des bâtiments et des logements.

A ce jour, il n'existe pas d'organisation suffisante de transports collectifs dans des territoires fortement dépendant des véhicules individuels. Aussi, le basculement vers la voiture électrique représenterait davantage un problème qu'une solution notamment en raison des contraintes que posent le recyclage des batteries.

Enfin, aller vers un mix électrique 100% renouvelable suppose de répondre aux défis techniques d'efficacité des réseaux et de stockage.

Ces sujets ne doivent pas être traités entre initiés mais méritent un large débat dans chacune des populations ultramarines.

Cette expression citoyenne sera inévitable car nul ne peut faire de révolution énergétique sans traiter des incidences fiscales ni des coûts de rachat de l'électricité.

Dans une période de restriction budgétaire comment faire l'impasse sur la mobilisation de l'investissement public mais aussi privés.

C'est à la lumière de projets de société propres à chacun qu'il convient de co-construire les politiques publiques énergétiques ultramarines.

Cet avis n'aborde pas la vitrine du savoir-faire de nos territoires que représente les défis techniques des énergies renouvelables et de la mobilisation sans limite de la recherche et développement. Il faut que chacun arrête de regarder les Outre-mer comme des territoires à « assister » socialement, et davantage comme des lieux d'innovation et d'excellence.

Le succès de ces projets ferait de ces collectivités un "laboratoire du mix énergétique national" que nous devons valoriser et en crier notre fierté.

Les Groupes des Outre-mer, Santé et citoyenneté et de l'UNSA ont voté cet avis.